



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

transition ont des liens privilégiés avec le monde des affaires, avec une philosophie néo-libérale clairement démontrée», accuse M. Sévigny. «C'est quand même pas un Yvon Lamarre qui va proposer la démocratie municipale alors qu'il s'en foutait carrément pendant les 20 ans où il était président du comité exécutif à la mairie de Montréal avec Jean Drapeau! Il ne faut pas s'attendre à ce que ces gens-là changent de cap. Les gens qui représentent les acteurs sociaux font partie d'instances très bureaucratisées de la société dite civile. Donc il n'y a rien qui va sortir de là en faveur de la démocratie et d'une réelle décentralisation», analyse le conseiller indépendant.

Un constat se généralise : les groupes communautaires n'ont plus d'autre choix que de repenser leurs structures, à l'image des villes. À Montréal comme à Longueuil, le problème est de savoir si les deux paliers (ville et arrondissements) daigneront tenir compte de leurs revendications et s'ils les soutiendront.

Sur la rive sud, ils sont réunis par territoires au sein du Regroupement des organismes communautaires (ROC). Boucherville, Saint-Hubert, Brossard-LeMoine-Greenfield Park-Saint-Lambert (ROC 4M) et Saint-Bruno s'ajoutent ainsi au territoire de la Corporation de développement communautaire de Longueuil (CDC), qui rassemble à elle

«La majorité des gens du comité de transition de Montréal ont une philosophie néolibérale clairement démontrée. Il n'y a rien qui va sortir de là en faveur de la démocratie», selon le conseiller Marcel Sévigny (voir p. 50). Photo : agrandissement du Palais des congrès, septembre 2001.

seule 80 groupes populaires, la moitié des organisations communautaires de la nouvelle ville.

Selon Jacques Fournier, du CLSC Longueuil Ouest, deux hypothèses sont sur la table : «Si les responsabilités communautaires au niveau des arrondissements demeurent importantes, rien ne presse d'avoir un seul interlocuteur pour le grand Longueuil, une CDC du grand Longueuil.

Une thèse partagée par Maurice Giroux, directeur de la radio communautaire et du journal *Le Point Sud*. Malgré les points de vue différents, Jacques Fournier soutient que les milieux communautaires se serrent les coudes et il dément que des batailles de clochers les déchirent. Mais le problème du financement finira par resurgir : «Qu'on soit une CDC qui desserve 20 000 ou 330 000 habitants, le Secrétariat à

Le monde communautaire devra repenser ses structures à l'image des nouvelles villes.

On pourrait tout à fait faire une table de concertation avec le grand Longueuil où seraient représentés par exemple quatre ROC et la CDC avec un agenda commun à présenter à la grande ville. Ce modèle pourrait être très fonctionnel.»

L'autre thèse, c'est de créer une structure unique pour tous les groupes communautaires du grand Longueuil, reconstruite et financée par la ville. En bref, «à bas l'esprit de clocher et travaillons ensemble pour avoir un meilleur rapport de force».

l'action communautaire autonome (SACA) nous donne le même montant de 50 000 \$. Alors c'est un peu défavorisant d'avoir une seule CDC.»

Villes ou arrondissements, quant à l'écoute des milieux communautaires dans le futur, Jacques Fournier est confiant : «Ils sont écoutés au niveau québécois et, comme les municipalités sont des créations de la province, je pense que le communautaire sera plus en plus écouté par les municipalités. C'est un outil de concer-